

**Zeitschrift:** Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens  
**Herausgeber:** Association pour la défense des intérêts jurassiens  
**Band:** 68 (1997)  
**Heft:** 3

## **Inhaltsverzeichnis**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



## SOMMAIRE

**Télécommunications :  
un nouvel environnement** 2

**Marché des télécommunica-  
tions : libéralisation  
ou renaissance ?** 3

**Le télétravail : pourquoi,  
pour qui** 7

**Transports publics : des  
solutions intéressantes  
en Thurgovie** 10

**A la recherche de l'efficacité  
et de la performance,  
une nouvelle profession :  
le «coaching»** 11

**Maltraitance envers les  
enfants : colloque et  
conférence publique** 15

### **Association pour la défense des intérêts jurassiens**

Co-présidents : André Marchand,  
Delémont, Jean-Claude Crevoisier,  
Moutier

Secrétaire général et rédacteur res-  
ponsable : Jean-Paul Bovée, Moutier

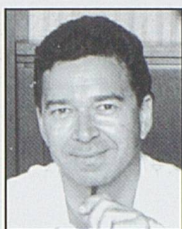
Administration de l'ADIJ et rédaction  
des «Intérêts de nos régions»

Rue du Château 2, case postale 57,  
2740 Moutier 1  
tél. 032 493 41 51, fax 032 493 41 39  
E-Mail : adjij@bluewin.ch

### **BULLETIN DE L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS JURASSIENS**

Chambre d'économie et d'utilité publique  
68<sup>e</sup> année - Paraît 4 fois par an

Abonnement annuel : Fr. 50.-  
Prix de ce numéro : Fr. 14.-



par  
Jean-Paul  
Bovée,  
secrétaire  
général de  
l'ADIJ

## Télécommunications : un nouvel environnement

Dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain, l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi libéralisera le marché des télécommunications.

On trouvera dans le présent numéro un premier dossier élaboré par Alain Sermet, directeur de l'agence Télécom PTT Genève, qui livre des informations particulièrement intéressantes sur la position de son entreprise face au changement radical d'environnement qui s'annonce.

Quelles sont les répercussions auxquelles on peut s'attendre dans nos régions ? Une soirée d'information organisée récemment par la Commission informatique de l'ADIJ a permis de s'en faire une idée.

Peter Fischer, vice-directeur de l'OFCOM (Office fédéral des communications), a souligné que le maintien du service universel était l'un des objectifs de la nouvelle loi. Cela signifie que tout abonné, aussi éloigné soit-il des centres urbains, disposera d'un service comprenant au minimum le téléphone, l'envoi de données (fax) et l'accès aux réseaux (Internet). Ce minimum prévu dans la loi pourra également être adapté aux nouvelles technologies.

Ce service universel minimum sera assuré pendant cinq ans. Et après ? Les choses sont moins claires ; il est probable que ce sont les lois du marché qui régleront la question. Il n'y a pas à priori à se faire trop de souci : l'investissement ou le coût d'entretien d'une ligne destinée à une ferme isolée des montagnes jurassiennes est bien plus bas que ceux d'une ligne établie en plein centre de Zurich. Il y a donc fort à parier que des opérateurs privés s'intéresseront à ce créneau, ainsi qu'aux PME de nos

régions. Peter Fischer a également rappelé à ce sujet que le Conseil fédéral s'est réservé le droit de faire respecter des prix plafonds pour les services, qui ne devraient donc pas dépasser certaines limites.

La libéralisation du marché des «télécoms» implique en théorie que tout opérateur à même d'offrir des prestations en ce domaine pourra le faire, moyennant l'obtention d'une concession.

Daniel Défago, directeur MP de Télécom PTT à Genève, a relevé que le chiffre d'affaire annuel du marché suisse dépasse les 10 milliards de francs, d'où l'intérêt manifesté par des opérateurs privés. L'un de ceux-ci, DIAX, dont un administrateur, Maurice Jacot, était présent lors du débat, comprend deux partenaires principaux : SBC (South Bell Com., société américaine expérimentée dans les domaines concernés) et six sociétés suisses distributrices d'électricité (dont les FMB), qui disposent déjà de réseaux de base touchant pratiquement tous les foyers. Un autre groupe, Newtelco, travaillera avec le réseau CFF.

En résumé, on peut attendre de la libéralisation du marché des télécommunications :

- une amélioration de la qualité des services existants ;
- le développement et la mise à disposition de nouvelles prestations ;
- une baisse des prix des terminaux (qui est déjà amorcée) ;
- une diminution des tarifs des communications, encore difficile à évaluer, mais qui pourrait atteindre un ordre de grandeur de 30 %.

Toutefois, dans les régions de l'Arc jurassien, il est extrêmement important de faire preuve de la plus grande vigilance : la plupart des décisions prises ou à prendre sont de nature politique (contenu du service universel, tarifs plafonds, par exemple). C'est dire que des changements peuvent survenir à tout moment et, par conséquent, il faut rester prêts à se battre. ■